

Annexe n°16 : Projet de périmètre de zonage soumis au régime de déclaration préalable de mise en location

Conformément au décret n°2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes de déclaration et d'autorisation préalable de mise en location et aux dispositions du code de la construction et de l'habitation et conformément à la délibération en conseil municipal de la mairie du Val, la mise en location d'un logement par un bailleur est soumise une autorisation préalable ou à une déclaration consécutive à la signature du contrat.

Z-2 – Actes relatifs aux droits d'occupation et d'utilisation des sols		N° 2017/146
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur		EXTRAIT
083-218301430-20170925-2017-146-DE		DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
Accusé certifié exécutoire		DU CONSEIL MUNICIPAL
Réception par le préfet : 28/09/2017		COMMUNE DU VAL
Publication : 28/09/2017		
Nombre de Conseillers : en exercice : 21 présents : 17 votants : 21 ♦♦♦ Objet : INSTALLATION DE ZONES SOUMISES A DECLARATION DE MISE EN LOCATION	L'an deux mille dix sept Le vingt cinq septembre, le Conseil Municipal de la Commune de LE VAL (Var) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire. Date de convocation du Conseil Municipal : 15 septembre 2017. ♦♦♦ Présents : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - GAUTIER Rémi - DEBAQUE Christian - BOSSUGE Brigitte - NAL André - VERDON Pierre - GAQUIERE Ingrid - CEMBRANI Romain - COLLAIN Olivier - VERMENOUEZ Christine - COEURDEUIL Yves - PAZ Aymeric - Fournel Gilles - LEBERQUIER Céline - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc. Absents excusés : MM. CULINATI Jean (pouvoir donné à Christian DEBAQUE) - MUNIER Denise (pouvoir donné à Olivier COLLAIN) - VERLAQUE Marie-Thérèse (pouvoir donné à Brigitte BOSSUGE) - BOULE AMPHOUX Isabelle (pouvoir donné à Yves COEURDEUIL). Secrétaire de séance : Mme TURINELLI Jacqueline. ♦♦♦ Monsieur le Maire indique à l'assemblée délibérante que la loi ALUR (art.92 et 93) et le Code de la Construction et de l'Habitation, dans ses articles L634-1 à L635-11, permettent aux communes volontaires de définir des secteurs géographiques, voire des catégories de logements ou ensembles immobiliers au sein de secteurs géographiques, pour lesquels la mise en location d'un bien par un bailleur est soumise à une déclaration consécutive à la signature du contrat de location. Il précise que l'article L634-1 du C.C.H., modifié par la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 - art.147, dispose : « I.-L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'habitat ou, à défaut, le Conseil Municipal peut délimiter des zones soumises à déclaration de mise en location, au regard de l'objectif de lutte contre l'habitat indigne et en cohérence avec le programme local de l'habitat en vigueur et le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées. Ces zones peuvent concerner un ou plusieurs ensembles immobiliers. II.-La délibération mentionnée au I peut fixer, pour chacune des zones géographiques qu'elle délimite, les catégories et caractéristiques des logements qui sont soumis à déclaration. Elle précise la date d'entrée en vigueur du dispositif, qui ne peut être fixée dans un délai inférieur à six mois à compter de la publication de la délibération mentionnée au I, ainsi que le lieu et les modalités de dépôt de la déclaration. » Monsieur le Maire indique que le COPIL « PLU » a souhaité mettre en place cette procédure de déclaration de mise en location réglementée par les articles L634-1 à L634-5 et R634-1 à R634-5 pour laquelle le décret n° 2016-1790 du 19 décembre 2016 (CCH, articles R634-1 à R635-4) a défini les modalités réglementaires d'application de ce régime ; les deux arrêtés du 27 mars 2017 fixent les formulaires CERFA relatifs à cette procédure : - déclaration de mise en location (CERFA 15651*01). Cette mesure, simple formalité déclarative, permet à la collectivité locale d'identifier progressivement les logements inconfortables, vétustes ou suspectés de non-décence, dans les immeubles localisés dans le périmètre indiqué sur le plan ci-annexé englobant la totalité du centre du village Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien voir se prononcer sur ce dossier.	

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire,
Après avoir consulté le plan délimitant le secteur impacté par le régime de déclaration
de mise en location,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ACCEPTE d'instaurer la zone soumise à déclaration de mise en location telle que figurant
sur le plan annexé et englobant l'ensemble du centre du village,

DEMANDE à M. le Maire de procéder aux démarches nécessaires pour l'application de
cette décision.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Le Maire,

Bernard SAULNIER



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

083-218301430-20170925-2017-146-DE

Accusé certifié exécutoire

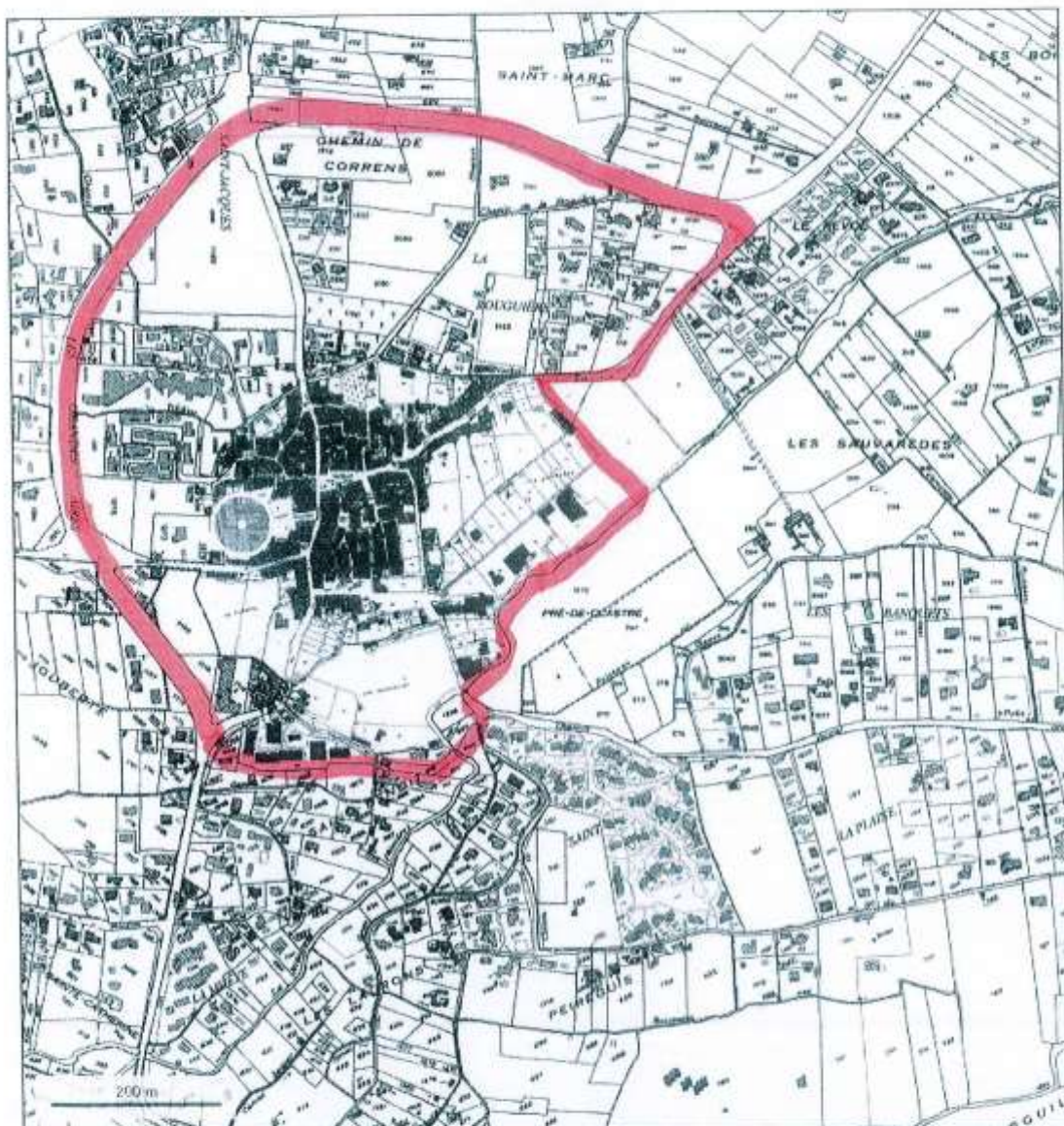
Réception par le préfet : 28/09/2017

Publication : 28/09/2017

MAIRIE LE VAL
Place de la libération
83143 LE VAL



Tél : 04-94-37-02-20
Fax : 04-94-37-02-25
contact@mairie-leval.fr



PERIMETRE DU SECTEUR SOUMIS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

A DÉCLARATION DE MISE EN LOCATION

083-218301430-20170925-2017-146-DE

(délibération n° 2017/146 du 25/09/2017)

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/09/2017

Publication : 28/09/2017